

**Intervention de Bernard Vallée lors du panel d'ouverture de la deuxième journée  
du 5<sup>e</sup> Sommet citoyen de Montréal, le 7 juin 2009 :  
*La ville que nous voulons, ici et ailleurs.***

*Le panel était composé de représentantEs (éluEs et militantEs sociaux)  
des villes de Paris, Vancouver, Toronto et Ottawa.  
Montréal était représentée par le maire Gérald Tremblay et par Bernard Vallée.*

Chers amiEs de Montréal, chers invitéEs des autres villes, monsieur le Maire,

J'appartiens à un organisme d'éducation populaire et de formation continue, L'Autre Montréal, qui s'attache depuis 25 ans à expliquer l'évolution de notre ville, particulièrement celle des quartiers populaires, qui s'attache aussi à mettre en évidence la contribution au développement de la ville des groupes minorisés qui n'appartiennent pas aux élites économiques ou politiques.

Les expériences d'exploration urbaine *in situ* que nous offrons aux Montréalaises et aux Montréalais, à travers des visites guidées, nous ont permis d'enrichir les analyses urbaines et sociales, dont nous fournissons quelques clés, d'une perspective historique qui éclaire les enjeux d'aujourd'hui et de demain.

À entendre certains leaders d'opinion ces derniers temps, on constate que cette perspective historique leur fait cruellement défaut. En commençant cette brève réflexion sur LA VILLE QUE NOUS VOULONS, je dois vous dire que je suis abasourdi par ce que j'entends ou ce que je lis dans les médias sur la gouvernance de Montréal ces derniers temps.

En effet, depuis quelques semaines ou quelques mois se multiplient les rappels attendris de la période bénie du règne sans partage du maire Drapeau<sup>1</sup> !

J'ai du mal à comprendre dans quels abîmes de désespoir et d'impuissance sont rendus certains chroniqueurs média, promoteur de spectacles, ou chef de parti municipal<sup>2</sup> pour qu'ils sortent de sa tombe le spectre de cet homme qui représente, pour moi qui ai combattu ses orientations dans ses 10 dernières années de pouvoir, le symbole ou plutôt l'épouvantail de la gestion d'UNE VILLE DONT ON NE VEUT PLUS.

Je trouve très inquiétante pour la démocratie cette tendance à faire appel à l'homme ou à la femme providentielle quand on sent notre ville en difficulté, surtout quand le modèle est Jean Drapeau.

---

<sup>1</sup> Il fut maire de Montréal pendant 29 ans, de 1954 à 1986, avec une seule courte interruption entre 1957 et 1960.

<sup>2</sup> « Jean Drapeau demeure l'un des plus illustres dirigeants que Montréal ait eus au XX<sup>e</sup> siècle ». Dans « Élection municipale 2009 : que ferait Jean Drapeau ? », *Le Devoir*, 9-10 mai 2009

<http://www.ledevoir.com/2009/05/09/249615.html>].

À part le métro, d'ailleurs rêve et œuvre de son bras droit Lucien Saulnier, je ne vois pas comment la vision urbaine de Jean Drapeau, déjà périmée en son temps, pourrait nous inspirer dans ce 21<sup>e</sup> siècle déjà bien entamé; je ne vois pas ce que les pratiques méprisantes, autoritaires et même brutales de sa gouvernance auraient à nous apprendre, sinon à faire le contraire.

Il faisait sans doute partie de ces politiciens dont le fantasme est de pouvoir déclencher des élections pour élire... un nouveau peuple à leur convenance.

Si certains leaders d'opinion ont la mémoire courte et très sélective, comme citoyens, c'est ailleurs qu'il nous faut chercher l'inspiration pour bâtir LA VILLE QUE NOUS VOULONS.

Personne ne me fera regretter cette époque où copains et requins se partageaient un pouvoir complètement opaque à l'hôtel de ville.

Personne ne me fera regretter la démolition de quartiers entiers (plus de 30 000 logements détruits en moins de 10 ans entre 1965 et 1975 !), la destruction de communautés vivantes et de patrimoines précieux, avec comme conséquence la déportation brutale de dizaines de milliers de personnes hors de leur cadre de vie familial.

LA VILLE QUE NOUS VOULONS n'a pas besoin de ce genre de visionnaires, car LA VILLE QUE NOUS VOULONS ne doit pas être un embarras ou une honte pour ceux qui y vivront dans 40 ans, de la même façon que nous sommes consternés par une grande partie de l'héritage de l'ère Drapeau.

Avez-vous remarqué que les grands projets, auxquels on nous demande d'ailleurs souvent d'adhérer sans réserve aujourd'hui, sont en grande partie des tentatives, parfois pertinentes mais parfois aberrantes, de corriger les erreurs et les drames urbains et sociaux provoqués par ces visionnaires à faire peur d'il y a 25, 30, ou 40 ans ?

Quelques exemples :

- C'est parce qu'on a volontairement tourné le dos au fleuve, privatisé, asphalté ou fait pourrir ses berges qu'on est obligé aujourd'hui de lancer un immense chantier sur le Havre de Montréal et d'élaborer des projets réparateurs qui coûteront la peau des fesses !
- C'est parce qu'on a mis Montréal au tout automobile au détriment de l'humain, piéton ou résident, qu'on est obligé aujourd'hui de planifier la ruineuse couverture de tranchées d'autoroutes urbaines bruyantes, polluantes et puantes ou le retour coûteux de tramways bannis par ces visionnaires complètement myopes.

- C'est parce qu'on a littéralement égorgé le quartier du Griffintown par un règlement de zonage scélérat dans les années 1960 et qu'on l'a laissé pourrir sur place, qu'on doit aujourd'hui le réaménager de fond en comble, quitte à faire confiance aveuglément à un promoteur dont le projet sans mémoire ni génie sera probablement à refaire dans quelques décennies, si jamais il voit le jour.

LA VILLE QUE NOUS VOULONS est une ville qui s'améliorerait continuellement en s'appuyant sur les bons coups précédents, et qui n'aurait pas à constamment à avancer vers l'arrière ! Je regrette que nos énergies, celles de nos élus et de nos fonctionnaires soient autant mobilisées pour corriger à grands frais les erreurs prévisibles, attendues, d'apprentis sorciers de l'aménagement et du développement d'un passé pas si lointain, qu'ils soient promoteurs privés, ministère des Transports ou même nos propres administrateurs municipaux.

Je ne peux donc pas supporter l'idée que les plus jeunes d'entre nous devraient eux et elles aussi, dans quelque temps, consacrer l'essentiel de leurs énergies et de leurs ressources à réparer ou refaire ce que nous aurions laissé faire tout croche aujourd'hui !

LA VILLE QUE NOUS VOULONS doit être planifiée sur le long terme, en intégrant dès aujourd'hui les mesures qui nous permettront de faire face aux défis gigantesques de notre avenir urbain, mais aussi planétaire puisque tout se tient sur notre petite boule spatiale. Cela vaut autant pour un projet d'infrastructure comme un échangeur routier que pour un aménagement de ruelle de voisinage.

Il est pourtant évident que la vision à long terme de plusieurs acteurs majeurs de l'évolution de nos villes est limitée par les conditions mêmes d'exercice de leurs actions.

La perspective des promoteurs immobiliers et autres entrepreneurs est trop souvent réduite aux échéances des bilans financiers des quelques années suivantes ; et c'est normal ; on ne peut donc pas leur confier l'orientation du développement de notre ville ; leurs savoir-faire, car ils en ont parfois, doivent être encadrés par des acteurs moins myopes et aux intérêts plus larges.

Cela devrait être évidemment nos élus, et, dans plusieurs cas, celles-ci et ceux-ci savent en effet orienter le développement au-delà des intérêts du milieu dont ils sont issus et au-delà de leurs échéances électorales à court terme. Mais ce n'est malheureusement pas toujours ce qui se passe, et la crainte d'être taxés d'immobilisme par des gérants d'estrade (bien le bonjour, monsieur Kelly-Gagnon<sup>3</sup> !) invite à sauter trop souvent sur le premier investissement venu.

---

<sup>3</sup> En 2006, à titre de président du Conseil du patronat du Québec, Michel Kelly-Gagnon a dénoncé dans les médias et de façon virulente le rôle des mouvements sociaux dans ce qu'il appelait « l'immobilisme » du Québec. Il a récidivé en 2009, à la veille du 5<sup>e</sup> Sommet citoyen, à titre de président de l'Institut économique de Montréal, un *think tank* ultra-conservateur.

Les citoyens et les mouvements sociaux qu'ils ont créés sont probablement ceux dont les intérêts les plus fondamentaux génèrent le plus facilement cette vision à long terme du développement. Comme experts de leurs cadres et de leurs conditions de vie, comme victimes assurées des mauvais coups et bénéficiaires directs des projets réussis, ils sont les plus aptes à encadrer ce développement.

Car LA VILLE QUE NOUS VOULONS doit être l'œuvre des citoyens et leur expertise doit être reconnue.

Certains diront que les citoyens veulent être gouvernés et qu'ils ont d'autres chats à fouetter que de s'impliquer civiquement. Les chiffres de la participation électorale municipale (39 % en 2005, un bien triste record !) semblent accrédi-ter cette opinion.

Pourtant, l'expérience des milliers d'organismes sociaux montréalais et des centaines de milliers de personnes qui y militent ou s'y sensibilisent montre le contraire. À lui seul, le petit organisme d'éducation populaire que je représente, L'Autre Montréal, rejoint chaque année près de 10 000 personnes passionnées par l'histoire urbaine et sociale ainsi que par les enjeux et défis du développement de la ville. Tous et toutes ne s'engagent pas activement, mais tous et toutes ont des réflexions et des avis de plus en plus articulés et pertinents, qui les qualifient pour les analyses complexes et les débats de fond.

Nous ne sommes plus le troupeau bêlant que se plaisaient à voir les « cheufs » municipaux de jadis. Nous avons construit des mouvements sociaux dont la maturité crève pourtant les yeux, même si notre expertise est encore peu reconnue et donc peu sollicitée.

Regardons le chemin parcouru.

- Quand j'ai migré à Montréal au début des années 1970 et que j'ai participé à la fondation du Comité logement Saint-Louis, dans ce qu'on appelle maintenant le Plateau Mont-Royal, nous affirmions dans un texte d'orientation que dans notre quartier voué à la démolition par les promoteurs et la Ville, « aucune brique ne tomberait plus dans le quartier sans qu'on en entende parler ». Notre ambition était modeste : que le saccage urbain et social ne se fasse plus dans l'indifférence générale ou le découragement, mais soit révélé au grand jour pour contrer la léthargie ou la complicité des leaders d'opinion ainsi que le fatalisme des citoyens désabusés.

Je suis par exemple très fier d'avoir contribué à renverser les politiques publiques en matière de rénovation domiciliaire en mobilisant nos voisins autour de la dénonciation systématique des centaines d'incendies généralement criminels de notre secteur (jusqu'à 350 par année) causés par l'intense action des spéculateurs.

- Plus tard, notre ambition nourrie de l'expérience acquise et de la conviction que nous ne pouvions laisser faire ces apprentis sorciers, nous avons tenté d'empêcher les briques de tomber et nous nous sommes opposés aux projets sans pertinence, sans qualité, sans perspective, sans lien avec le bien commun, et dont nous étions sûrs des impacts sociaux dommageables.

Par exemple, je suis fier que les résidents du quartier Milton-Parc aient stoppé la majeure partie du projet indécent du promoteur Concordia Estates et sauvé ainsi un des plus beaux et des plus grands ensembles d'appartements victoriens d'Amérique du Nord. Je suis fier d'avoir vu un des plus larges fronts communs citoyens stopper la construction de la moitié de l'autoroute Est-Ouest. Je suis fier d'avoir participé aux actions qui ont mis fin à la destruction systématique de dizaines de milliers de logements populaires et de bâtiments patrimoniaux (désolé de vous faire de la peine, M. Kelly-Gagnon).

- Aujourd'hui, les citoyens organisés, autant dans des associations établies qu'au sein de groupes *ad hoc*, sont devenus des experts incomparables de leurs milieux de vie : nous ne pouvons plus nous contenter d'alerter ou de nous opposer quand on nous propose des projets sans bon sens ; forts de plus de trente ans de réalisations remarquables en termes d'aménagement urbain et de développement social et économique, nous sommes maintenant fiers de pouvoir présenter des projets d'envergure et des approches alternatives.

Par exemple, nous pouvons être fiers comme Montréalais de voir comment nos voisins de Milton-Parc ont transformé un quartier éventré par des promoteurs et laissé ensuite à l'abandon en un projet coopératif modèle d'abord et écologique ensuite. Nous pouvons aussi être fiers de nos voisins de Rosemont qui, malgré le scepticisme du CPR et de la Ville, ont réussi à imposer un modèle résidentiel de mixité sociale et d'aménagement urbain sur les anciens terrains Angus. Aujourd'hui, ils renouvellent l'exploit en mettant en place la plus écologique et solidaire des technopoles d'emploi. Nous sommes très fiers de nos voisins de tous les quartiers qui ont bâti des coopératives d'habitation, un des projets immobiliers les plus importants de la métropole, étalé sur 40 ans, et dont les impacts sociaux sont considérables. Nous sommes fiers de tous ces citoyens qui, à travers les Corporations de développement économique communautaire, les Tables de concertation de quartier, les Opérations populaires d'aménagement, les Cafés urbains ou citoyens et les multiples activités de formation, de réflexion et de proposition organisées par les mouvements sociaux, se préparent à jouer leur rôle de citoyens actifs, critiques, créatifs et responsables partout où on les sollicitera... et même quand on ne les sollicite pas.

Dans LA VILLE QUE NOUS VOULONS, le citoyen ne sera plus considéré au mieux comme un enfant un peu ignorant qui s'oppose parce qu'il n'a rien compris et à qui il faut mieux expliquer les choses, ou au pire comme un dangereux agent de l'immobilisme gauchiste qu'il faut neutraliser (n'est-ce pas, monsieur Kelly-Gagnon !).

Si on croit à la démocratie et dans les exercices de consultation et de participation du public, il faudrait envisager sérieusement que, parfois... les citoyens puissent avoir raison et qu'il faille remettre en question ou transformer en profondeur plusieurs projets.

Il y a quelques années, Louis-Gilles Francœur, le chroniqueur Environnement du journal *Le Devoir*, affirmait fort justement<sup>4</sup> :

« Deux critères permettent de savoir si le mécanisme [*de consultation de la population*] fonctionne selon les principes fondamentaux de la démocratie : la chance de voir le projet se réaliser doit être égale à la possibilité qu'il soit bloqué, sinon les dés sont pipés dès le départ. »

Il ajoutait :

« Les sociétés modernes et démocratiques entendent exercer leur droit fondamental de contrôler le développement économique. (...) La démonisation des groupes sociaux, que tente de créer au Québec un petit groupe d'idéologues et d'intérêts [*c'est entre autres de vous qu'il parle, monsieur Kelly-Gagnon !*], pourra peut-être retarder ce mouvement. Des rois ont tenté la même chose en coupant quelques têtes avant que la leur ne tombe au fond du panier... Mais ce mouvement de démocratisation, qu'on ne s'y trompe pas, est aussi irréversible que celui qui a engendré nos institutions politiques contemporaines. »

Pour bâtir cette ville que nous voulons, poursuivons notre exercice de rédaction de notre agenda citoyen pour aligner le prochain débat électoral sur autre chose que des profits comparés de personnalité et de leadership.

Des choix fondamentaux sont à faire au niveau de l'orientation du développement et plusieurs sont de l'ordre d'intérêt de classe, comme le disait Madame Claire Villiers du Conseil régional de l'Île-de-France<sup>5</sup>.

Face à la puissante influence des tenants du développement sauvage et sans balises (félicitation pour votre programme, M. Kelly-Gagnon !), les mouvements sociaux doivent resserrer leurs liens et offrir aux citoyens, souvent désabusés et cyniques, un large forum permanent de réflexion collective, un lieu d'échange de leurs pratiques alternatives et novatrices de développement social et urbain, un front commun permanent pour promouvoir une ville juste, inclusive, écologique et démocratique, AVANT, PENDANT ET APRÈS les élections.

---

<sup>4</sup> Francœur, Louis-Gilles. « Obstruction systématique ou licence généralisée ? », *Le Devoir*, 9 juin 2006 <http://archives.vigile.net/06-6/9.html>

<sup>5</sup> Allocution de Claire Villiers, élue, vice-présidente du Conseil régional de l'Île-de-France (Paris), chargée de la démocratie régionale, au 5<sup>e</sup> Sommet citoyen de Montréal.